



Edition en langue roumaine et française

Table des matières

- **Edito** : Sur la résistance dans la pratique thérapeutique,
Corneliu Irimia
- L`éducation spécialisée aujourd`hui, ponctuations pour un débat,
Saul Karsz

- **Présentation de la Fondation Internationale pour l`Enfant et la Famille – FICF, Bucarest, Roumanie**
- **Présentation du Centre de Formation et Supervision Professionnelle de la FICF**

Edito

Ce que je ne dirais à personne ...
sur la résistance dans la pratique thérapeutique

Corneliu Irimia

«Je souhaite me libérer de mes anxiétés », « j’aimerais ne plus connaître la douleur des insomnies qui durent déjà depuis 2 ans », « j’aimerais mieux me connaître, je ne sais plus qui je suis », « je souhaite un équilibre, je voudrais me libérer du souvenir de ma mère qui, même si elle est tellement loin de moi, ne me laisse pas vivre en toute liberté » sont seulement quelques exemples des raisons qui peuvent nous faire demander le support d’un conseiller en psychologie ou d’un thérapeute. Ces demandes clairement formulées sont fondamentales pour que la relation thérapeutique réussisse, pour qu’une alliance de travail, indispensable pour progresser, s’installe. Seulement ceux atteints par une souffrance semblent s’engager dans cette démarche, non pas toujours facile, de la recherche et de la retrouvaille de soi.

La plupart d’entre nous souhaitons un changement rapide, sans une très forte implication affective. Nous voulons une technique courte même si douloureuse, une chirurgie psychologique par laquelle le symptôme, le problème, la souffrance soient supprimés pour pouvoir reprendre leurs vies d’avant. « Posez-moi des questions, je vais vous répondre et je vais noter ensuite les solutions que vous me proposez ! » me demande une femme. J’ai cherché une modalité de lui dire que pour changer une partie de nous-mêmes un changement plus profond est nécessaire, une connaissance de soi qui demande beaucoup de temps et une immense implication. C’est ainsi que nous pourrions prendre les décisions importantes en connaissance de cause et non pas poussés par des pulsions qui nous prennent par surprise et dont nous regrettons ensuite au vu du prix trop cher qu’ils nous font payer.

Au début de la démarche psychologique nous offrons à la personne qui nous demande de l’aide une liberté que, souvent, elle n’a pas connue depuis longtemps: « je vous prie de parler aussi librement que possible de vos pensées,

de vos sentiments, ne vous empêchez pas de parler en toute liberté même si ce que vous dites peut sembler gênant, interdit, violent, inavouable ou pénible ». Pour certains, cette liberté est soulageante mais pour d'autres elle peut se transformer en charge. Tel que certains enfants qui dessinent facilement sur une feuille ordinaire de papier et se retrouvent interdits devant une grande feuille ne pouvant rien tracer, de même l'espace psychique symbolique offert par le cabinet du psychologue peut angoisser par ce qu'il a d'inconnu, par son potentiel dangereux. La liberté intérieure veut dire de lâcher les rennes, renoncer au contrôle, laisser ouvertes les écluses intérieures. « Si je ne peux plus les fermer ? », « si une fois lancé je ne peux plus m'arrêter ? ». Cette libération intérieure signifie prendre contact avec des choses connues mais surtout de laisser de la place à la surprise de la rencontre avec des parties de nous-mêmes dont nous ignorons l'existence, des parties récusées et cachées aux yeux des autres comme si elles étaient des plaies honteuses - « je constate que me cache de moi même ! » me dit quelqu'un.

Cette liberté intérieure est proposée en tant que moyen de lutte contre un passé qui a conduit à trop de limites. La personne qui se soumet à la démarche thérapeutique est l'alliée du psychologue mais tout n'est pas si simple qu'il y paraît. La honte, la peur et la vulnérabilité construisent encore, dans le cadre thérapeutique même, de nouveaux murs afin de défendre un soi qui se sent vulnérable, un soi qui ne veut pas entrer en contact avec quelque chose qui vient de l'extérieur (et surtout d'intérieur) et qui est perçu comme étant insupportable. Celui qui, tout au début, demandait impérieusement un changement s'oppose maintenant en imposant un régime totalitaire dans son espace psychique, le même qui lui avait procuré sa souffrance dans le passé. « Je ne peux pas parler de cela, c'est beaucoup trop difficile, je ne pourrais jamais ! Ou, du moins, pas pour le moment ! », « A quoi bon, rien ne peut plus être changé ! ». Eh bien si, notre rapport à un trauma du passé peut être changé, nous pouvons avoir un soi plus puissant que l'anxiété qui cherche à nous accabler.

Qu'est-ce que nous voulons cacher aux autres et pourquoi ? Nous voulons cacher ce que nous avons subi de la part des autres comme si nous étions les

coupables. Nous voulons cacher nos désirs car nous avons intériorisé les interdictions des autres et qui nous bâillonnent. Nous ne voulons pas que le psychologue ressente notre agressivité intérieure pour ne pas être considéré comme « enfant turbulent ». Rabougris derrière nos masques nous attendons le bon moment ou le bon ami pour faire notre aveu, moment ou ami qui ne viendront, peut-être, jamais. Allons-nous mourir avec nos blessures ? Quelle réponse trouvons-nous à cette question fondamentale ?

Nous pouvons faire un petit exercice mental. Nous pouvons dresser une liste avec des réponses à la question : ce que nous ne dirions jamais, à personne, même à notre partenaire plus proche ? Autour de chaque phrase que nous allons écrire dans ce chapitre nous pouvons être certains que nous avons construit des murs, des créneaux, des armures qui demandent une énorme énergie de notre part : « si seulement que cela ne se sache pas ! ».

Qu'est ce qui se passerait si cela se savait ? Ici nous pourrions construire une longue liste. La honte nous inonderait les joues, le mépris potentiel des autres nous ferait pâlir. L'image de moi-même serait déchirée me poussant à me cacher dans des coins de l'oubli et à éviter, pendant plusieurs jours, tous les miroirs. Plus l'équilibre intérieur est inflexible d'autant seront plus grandes les culpabilités (auto-amplifiées) que je vais vivre.

« Si je pouvais parler à quelqu'un de confiance quel soulagement ce serait ! Ou non, je ne dirais rien, je ne peux pas lutter avec la honte, avec le risque de perdre l'autre, avec le risque de me montrer fragile, donc inférieur, une proie facile devant les manipulations de autres qui pourraient profiter de mes confessions. Existents-ils des gens qui savent m'écouter, qui ne cherchent pas à souligner mes incertitudes, qui ne me provoquent pas des regrets ultérieurs ? »

Nous pouvons faire appel à un psychologue de confiance, à un spécialiste des changements, à quelqu'un qui sait accepter nos angoisses. Parler, mettre en image, parcourir – en étant accompagné - un chemin intérieur peut mener vers une libération des mêmes énergies que l'on utilisait avant seulement pour mieux nous cacher. Nous pouvons retrouver un équilibre à un autre niveau, un équilibre plus flexible qui peut s'instaurer.

L'éducation spécialisée aujourd'hui ponctuations pour un débat

Saul Karsz

D'après un aphorisme célèbre de Sigmund Freud, il y aurait trois tâches impossibles : « éduquer, gouverner, psychanalyser ». Et, pourtant, depuis quelques millénaires, de fait on éduque, on gouverne, et depuis un siècle, on psychanalyse. C'est ce paradoxe qu'il convient d'éclaircir ici, fil rouge des arguments ci-après.

Éduquer :

Selon de multiples déclinaisons, logiques et enjeux, le terme d'éducation désigne des pratiques fort hétérogènes, plusieurs fois millénaires. Il n'est pas certain que le terme unique d'éducation rende effectivement compte de l'ensemble de ces pratiques, de leurs évolutions, de leurs disparités de forme et de fond. Leurs éventuels communs dénominateurs ne sont en rien évidents... Mais, même en nous limitant à l'époque moderne et contemporaine occidentale, le fait est que des pratiques éducatives se déroulent, de l'école dite élémentaire aux études supposées supérieures, sans oublier d'autres configurations, telle l'éducation spécialisée. En quoi alors l'éducation représenterait-elle une tâche impossible ?

Pas du tout quant à sa réalité, à ses possibilités d'exercice, - mais quant à l'idéal de complétude et d'accomplissement qui pourraient l'orienter. Est impossible que des pratiques éducatives parviennent à remplir la totalité des objectifs affichés, qu'elles ne produisent que les effets escomptés. Est impossible que ces pratiques transmettent des formes et des contenus qui arrivent à destination exactement tel que l'émetteur le souhaite vivement et le destinataire l'attend sincèrement. Car si enseigner et apprendre sont deux démarches effectivement articulées, elles sont aussi relativement (et parfois absolument) autonomes l'une vis-à-vis de l'autre : le

meilleur maître a encore besoin des élèves disposés à le suivre, lesquels, à leur tour, nécessitent qu'il y ait un maître capables de leur apprendre quelque chose. Ce que le maître enseigne n'est pas toujours ce que l'élève apprend, et vice-versa... Autant de conditions de l'éducation réelle, de ses avancées certaines et de ses ratages inexorables.

Gouverner :

Qu'il s'agisse d'un grand pays ou d'une petite association, il est évidemment impossible de gouverner, c'est-à-dire de piloter et d'orienter sans décider, trancher, sans encourager certaines tendances et certains intérêts tout en refoulant d'autres tendances et d'autres intérêts. On gouverne pour certains tout en gouvernant *contre* d'autres. Gouverner « pour tout le monde » (pour le pays, pour l'association), consiste à convaincre tout un chacun, y compris par l'imposition, qu'il a intérêt à défendre des intérêts qui ne sont pas forcément les siens, ou qui vont carrément à l'encontre des siens. Même le juste principe de « l'intérêt général » nécessite moult définitions, actualisations, mises en perspective : ses défenseurs sont aussi nombreux que ses pourfendeurs. Gouverner est un processus ponctué d'oppositions et d'alliances, de compromis, de renoncements et d'accélération : il est éminemment partisan. C'est pourquoi on a inventé « la gouvernance », curieux néologisme destiné à escamoter que gouverner relève du politique, c'est-à-dire de ce qui, comme la sexualité, lie et sépare les humains. La politique n'est pas faite pour que les humains s'aiment les uns les autres, mais pour qu'ils se supportent jusqu'à un certain point : gouverner promeut une coexistence **sous conditions**. C'est pourquoi ni le sécuritaire, ni la répression, ni le cas échéant la guerre ne sont jamais trop loin...

Autant de raisons pour désespérer, pas de l'existence de gouvernements, et de leur partialité, mais de la naïveté passablement rudimentaire d'après laquelle le gouvernement devrait être « réellement » apolitique..., comme si on réclamait aux humains d'être a-sexués ! Voilà, d'ailleurs, une des multiples occasions où Marx aide à déployer Freud, - le contraire s'avérant tout aussi fructueux.

Psychanalyser :

Problématique théorique et intervention clinique, la psychanalyse permet à chaque sujet (individu, couple, groupe) d'aller un peu mieux, voire moins mal, en se mettant quelque peu au courant de ce qui le travaille, c'est-à-dire de ce par quoi il est travaillé. Elle donne ainsi la possibilité de mutations possibles...

Elle permet, enfin, de mieux repérer quelques enjeux familiaux, institutionnels, professionnels. Sauf pour ceux (assez nombreux, c'est vrai) qui trouvent dans la psychanalyse une sublimation plus ou moins laïque de leur vocation religieuse, il n'y est pas question de béatitude, mais de travail-sur-soi-dans-le-monde. Il n'y est pas non plus question de révélation d'une vérité éternelle, mais juste de construction d'un savoir qui, l'étant, reste définitivement partiel, incomplet, rectifiable. Tâche impossible, si on attend de la psychanalyse qu'elle fournisse à chacun la clé de sa vie, c'est-à-dire qu'elle dicte à chacun des « bonnes pratiques » en matière de désir, fantasme, amour et haine...

Remarque : *cet aphorisme freudien, en mettant ensemble ces trois tâches-là, suggère que, chacune spécifique, elles ne sont pas sans rapport les unes avec les autres.*

Articulation qui reste à déchiffrer...

PARAMÈTRES.

Les temps que nous vivons, ne faudrait-il pas les désigner en termes de « processus révolutionnaire » ? En effet, ce ne sont pas seulement des transformations économiques qui depuis une trentaine d'années, et de plus en plus rapidement, se mettent en place, à l'échelle mondiale : profondes, radicales, ces transformations économiques découlent et entraînent bien d'autres, notamment politiques et idéologiques. Dans de larges éventails individuels et collectifs, aucun secteur ne reste imperméable à la révolution conservatrice, que ce soit à l'école, dans les rapports interpersonnels, au sein des couples, dans les mentalités, dans l'organisation subjective... Un nouveau monde se construit. Ce libéralisme triomphant bute cependant sur des résistances fortes, quoique relativement éparpillées, elles aussi à l'œuvre dans différents domaines. Combat inégal, il met en relief une donnée majeure : nombre de nos représentations, idées, manières de penser et de faire,

accusent une force essentiellement défensive, peu offensive et entreprenante. Comme si le libéralisme nous avait convaincu qu'il constitue - réellement, effectivement – le seul horizon historique possible ?

***A propos des pratiques sociales,
dont l'éducation spécialisée.***

Une constatation s'impose à nous, que tout un chacun a dû déjà faire : l'ensemble des professions sociales ne risque certainement pas de manquer de clientèles, d'usagers, d'individus et de groupes constituant leur cible habituelle. A quelques redéploiements de postes près, l'avenir de ces professions se présente sous les meilleurs augures, à tel point notre société reproduit à tour de bras les conditions objectives et subjectives pour qu'il en soit ainsi. On sait également que, sur les différents terrains professionnels, le nombre de postes vacants excède celui des candidats, et font cruellement défaut les moyens, équipements et dispositifs permettant des interventions davantage efficaces. On peut cependant se demander si le manque indubitable de moyens suffit à expliquer l'état actuel du travail social.

Recensons-en les principaux traits : D'une part, le travail social se trouve au centre de sollicitations multiples de la part de publics de plus en plus nombreux, pris dans des problématiques de logement qui revêtent également des dimensions psychiques et culturelles, dans des problématiques conjugales difficilement isolables des questions d'emploi et de chômage, dans des problématiques de scolarité intimement articulées à des conditions économiques...

Les prises en charge s'avèrent complexes, pour mieux dire *explicitement* complexes, non réductibles à tel ou tel principe censé tout expliquer. Et il apparaît que les « cas simples », les cas *réputés* simples, sont une pure construction de l'esprit : ils n'ont de fait jamais existé. C'est en cela aussi que les temps actuels peuvent être vécus comme difficiles par les intervenants sociaux.

D'autre part, des pressions redoublées des tutelles administratives et politiques pèsent tout aussi explicitement sur le travail social, ce que les phases à venir de la décentralisation risquent d'accroître encore. Pressions insupportables, elles obéissent le plus souvent à des injonctions étroitement economicistes et à des

soucis de rentabilité électorale. Ce faisant, elles rappellent à quel point le travail social - avec ou sans libéralisme - fait partie des appareils idéologiques d'Etat, leur fonctionnement s'inscrivant dans le cadre d'une politique sociale qui en prescrit les orientations et les visées. C'est pourquoi les aides fournies par le travail social ne sont pas, ne peuvent pas être désintéressées. Car il s'agit de promouvoir, non pas l'humain, l'humain en général, - mais des formes socio-historiques d'humanité, des modalités nécessairement codifiées du vivre-ensemble, tout en s'accommodant sans trop d'états d'âme de situations pourtant épouvantables, pour tout dire «inhumaines»... Cette inscription du travail social dans les appareils étatiques constitue une dimension structurelle, indépendante de la conscience que les professionnels peuvent en avoir : un état de fait. Le libéralisme, loin de l'imposer, pose cette inscription sur le devant de la scène, la rend visible, relativement incontournable. C'est cela aussi qui peut dérouter maints professionnels: la difficulté croissante d'intervenir dans le travail social sans prendre parti...

DES PONCIFS RÉCURRENTS...

Il était une fois « la perte des repères ».

Pas de journal, d'émission dite culturelle, d'hebdomadaire dit cultivé, qui néglige de s'alarmer de la chute des idéaux, de l'irrespect envers toute forme d'autorité, du vandalisme et de l'augmentation de la délinquance juvénile... On ne compte plus les bibliographies, ni les discours politiques - notamment de droite et d'extrême droite - qui ne s'y appesantissent. Les jeunes, en particulier, sont souvent désignés comme les acteurs privilégiés de cette décadence, à laquelle ils contribuent dès leur plus jeune âge, comme victimes et-ou comme victimaires. Du coup, le travail social en général, l'éducation spécialisée en particulier, semblent confrontés à des tâches immenses, illimitées, fantastiques : fournir des repères à des individus et des groupes qui en manqueraient plus ou moins sévèrement. Perte de repères, donc. ***Situation proprement impossible, en réalité !*** Soit le travail social, justement : si de multiples réticences, résistances et oppositions jalonnent ses interventions, qui ne parviennent pas toujours aux fins assignées, c'est bien parce que les populations ont

bien des repères, références, modèles, représentations, projets. Ce, quel qu'en soit leur état psychique ou matériel, leur condition sociale, leurs attaches culturelles.

De là que les tentatives d'inculcation morale n'y sont guère efficaces. C'est pourquoi, d'ailleurs, le travail éducatif ne consiste pas à aller chez les gens avec un camion plein de repères qui, une fois ingurgités par les bénéficiaires, les socialiserait ipso facto. On admettra que le travail éducatif n'a rien de cette facilité. Car il y a toujours des repères, mais pas forcément ceux qu'on croit, ni nécessairement ceux qu'on souhaiterait. Les bandes de jeunes ou de moins jeunes sont liées par des formes particulières de solidarité et entraide, par des traditions, des habitudes, des façons relativement typiques de dire et de faire, bref ce sont bien des lieux de transmission de repères... Personne n'est vide, creux, sans noyau dur auquel chacun tient et par lequel chacun est tenu.

A proprement parler, nous souffrons moins d'absence de repères que d'excès, de pléthore, de surabondance de repères. L'individualisme en est un, comme le culte de l'argent et du pouvoir, comme les entreprises télévisuelles de décervellement de masse qu'on appelle « divertissements populaires » car telle est la représentation dominante de ce qu'est le peuple. Dans tous les cas, ce ne sont jamais les repères en tant que tels qui font défaut. Si la personne dite en difficulté ne comprend pas ce que le travailleur social lui propose, c'est parce qu'en plus et indépendamment de ses difficultés supposées, l'un et l'autre n'ont pas le même langage, même s'ils utilisent la même langue, ils n'ont ni de références communes, ni de valeurs identiques. Prenons le cas du travail salarié, qui pour nombre de jeunes a cessé de constituer une valeur positive : signalons cependant que ce n'est pas le travail qu'ils refusent, ni l'effort, ni la discipline, mais très précisément le genre d'emploi qu'ils peuvent trouver, les conditions d'exercice et de rétribution obtenues, l'arbitraire des petits chefs et la superbe des grands. Certains ont rarement vu leurs grands frères ou leur père travailler longtemps, ou partir en vacances grâce aux fruits de leur travail : s'agit-il de manque de repères ou bien de l'expérience on ne peut pas plus concrète d'après laquelle le travail n'est pas forcément la santé ? ***Or, la question n'est nullement de savoir s'ils ont raison, mais de comprendre quelles sont leurs raisons et comment ces raisons disent quelque chose sur l'état réel de nos***

sociétés. A défaut, il ne s'agit pas encore, ou plus, du travail social, mais d'une forme de charité, moins évangélique que laïcisée, ... Nous voilà parvenus à une ponctuation stratégique. Si les jeunes manquent de repères, ce qui les condamne à errer dans une sorte de no mans' land social, ou si, au contraire, ils sont dotés de repères, quoique pas de ceux qui à tort ou à raison ils sont supposés avoir, l'intervention sociale ne saurait être de la même nature, ni mobiliser les mêmes ressources, ni enfin poursuivre les mêmes objectifs. Dans le premier cas, cette intervention a une visée éminemment sécuritaire, elle s'emploie à socialiser des sauvages ; dans le deuxième cas, elle appuie certaines tendances chez les individus et les groupes suivis, au détriment d'autres : intervenir (« apporter une aide », d'après la formule consacrée) consiste à passer un compromis entre les idéaux et modes de vie que les gens ont déjà, déploient déjà, de fait, et par ailleurs les idéaux et modes de vie qu'ils sont censés avoir. Compromis plus ou moins bancal, bien entendu : l'aphorisme freudien nous l'apprend. Intervention nécessairement partisane et engagée : quand on parle, en général, sans autre forme de procès, de «jeunes sans repères», en fait certains jeunes sont très majoritairement visés, ceux des classes populaires ou des classes moyennes en voie de déclassement social. Pour ceux d'autres couches et classes sociales, ce n'est pas de la perte de repères dont on s'inquiète, mais plutôt des excès du confort, de l'insouciance juvénile, des effets stressants de la course aux diplômes, avant d'entrer dans la vie qu'on appelle active..., bref rien de fondamentalement irréparable pour un bon carnet d'adresses...

Il était une fois la crise...

Dans la même veine que le leitmotiv des jeunes sans repères, il est aujourd'hui beaucoup question de crise sociale. Je voudrais apporter quelques éclaircissements pour situer le problème, sous forme de deux hypothèses.

Première hypothèse, négative : il n'y a pas de crise, ou tout au moins il n'en y a plus. En effet, si on veut désigner par là une situation difficile, ardue, douloureuse, mais somme toute provisoire, une phase ou une poussée fondamentalement passagères, le signifiant crise n'est absolument pas de mise. Les sociétés occidentales sont bel et bien sorties des crises économiques et politiques des

dernières décennies. Le libéralisme occupe une place suffisamment hégémonique pour que la situation des individus et des groupes connaisse une stabilisation générale : les pauvres restent pauvres ou deviennent très pauvres, les riches sont riches ou excessivement riches, les classes moyennes essaient de survivre. Les sociétés occidentales se portent très bien pour certains individus, groupes, couches sociales, et médiocrement, ou même mal, voire très mal pour d'autres... Vision sans doute schématique, elle épingle cependant les grandes tendances des sociétés contemporaines. Dans ces conditions, le leitmotiv de la crise est trop court, il pêche par angélisme en imaginant comme provisoire un processus parfaitement installé, autrement radical...

Seconde hypothèse, positive :

il y a bien crise, non pas de la société réelle, mais de certaines représentations de cette société réelle. L'abîme est de plus en plus perceptible qui sépare la société imaginaire dans laquelle nous croyons vivre, celle dans laquelle inégalités et exclusions étaient des accidents de parcours, et par ailleurs la société dans laquelle nous vivons de fait, celle dans laquelle inégalités et exclusions sont, non pas des accidents, mais des constantes, des structures constitutives. Nombre de conceptions vacillent, qui n'arrivent plus à prendre en compte les enjeux des temps présents. Parmi celles-ci, le grand organisateur de la pensée et de l'action de la plupart de ceux qui s'occupent du social, qui fonctionne comme une sorte de signifiant-maître du travail social : l'humanisme.

C'est lui qui est aujourd'hui en crise. C'est lui qu'un siècle particulièrement assassin et un libéralisme singulièrement affranchi ont largement vidé de tout contenu offensif. L'humanisme : le caractériser en quelques mots relève d'une gageure impossible, même si ce travail de déconstruction représente sans doute une tâche de santé publique ! Je me limiterai donc à une rapide recension. Cela tient dans une proposition : l'humanisme est un discours sur les humains construit par un renversement du discours théologique.

Un discours sur les humains : l'humanisme revendique la qualité humaine de tout un chacun, indépendamment de sa condition sociale, de ses options religieuses

et politiques, de son mode de vie ; cela suppose des droits et des devoirs universels favorisant l'éclosion de cette essence ensevelie chez chacun. Discours progressiste, opposé à toute dictature, à tout avilissement de l'humain, l'humanisme est une source majeure de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen... Cependant, il peine à situer cet humain dans l'histoire concrète, à l'ancrer dans des rapports politiques et économiques réels : après tout, ce sont bien des humains qui avilissent et oppriment d'autres humains, victimes et bourreaux étant, tous, également détenteurs de la dite essence humaine. Parce que celle-ci plane au-dessus de l'histoire, parce que comme tout autre l'essence humaine est partout et nulle part à la fois, l'humanisme dépasse difficilement le stade de la déclamation morale.

Un renversement du discours théologique : l'humanisme voit l'humain partout et toujours, sous la forme d'une essence dont certains humains jouissent et que d'autres se voient refuser, sans prendre acte des rapports de force, d'alliance et d'opposition au sein desquels seulement les hommes se répartissent, sans comprendre que les hommes sont en fait des êtres sexués, une bonne moitié étant d'ailleurs des femmes. En fait, l'humanisme met l'homme à la place que le discours théologique réserve à la divinité, lui octroie des fonctions analogues, et bute sur les mêmes impossibilités. Quand on ne peut penser l'histoire, la seule ressource est la fuite en avant dans l'au-delà, fût-ce-t-il terrien. On peut se demander si, en ce qui concerne le Réseau national des communautés éducatives, la refondation dont il est question peut se limiter à des modalités d'organisation : un réseau humaniste, c'est probablement plus percutant qu'une institution humaniste, - mais l'humanisme reste...

A propos de l'évaluation.

Les procédures dites d'évaluation, de démarche qualité, d'accréditation, prennent pied dans le travail social comme elles le font dans bien d'autres domaines, les pratiques psychologiques et psychanalytiques notamment. Comme ailleurs, elles suscitent tantôt de l'indifférence, tantôt des réticences fortes. Mais elles ne passent pas inaperçues, tant elles comportent des enjeux de taille : il ne s'agit nullement de procédures exclusivement techniques, de protocoles purement instrumentaux, sont

véhiculées des problématiques relativement précises de l'intervention sociale, de ce que cette dernière est supposée accomplir, des actes que les professionnels sont censés poser, tout en fournissant des catégories pour caser les populations dans des rubriques standardisées. Dans l'éducation spécialisée, comme dans l'ensemble du travail social, il y a un avant et un après les procédures d'évaluation et démarche qualité. En fait, ces procédures semblent animées par deux tendances relativement disparates, sinon contradictoires : les identifier devrait aider à mieux comprendre les adhésions et les rejets vis-à-vis des procédures qui, quoi qu'il en soit, prendront de plus en plus de place dans le travail social.

Première tendance : les démarches d'évaluation s'inscrivent dans ce processus de laïcisation de l'existant qui caractérise le capitalisme, d'explication du sort des gens et des choses par des mécanismes économiques et politiques, et non plus – massivement du moins - par une quelconque puissance divine (d'où l'humanisme, justement). Processus de mise à l'écart des divinités extra-humaines, renvoyées dans la sphère des croyances privées, autant que mise à prix des institutions et des pratiques, des gens et des pratiques. Les démarches d'évaluation posent que l'existant a un prix, très précisément une valeur qu'il est possible de jauger, estimer, mesurer, calibrer : il n'y a pas de mystère, soit de relation duale imaginée comme un insondable abîme, ni de condition humaine hallucinée comme une rencontre sans condition et sans équivoques.

Deuxième tendance : comme indiqué ci-dessus, l'évaluation, soit la mise en valeur des pratiques, ne peut se dérouler qu'à partir de définitions, critères et repères relativement précis concernant, justement, ce qu'il s'agit d'évaluer. Il n'y a de « bonnes pratiques » sans modélisations explicites et-ou implicites. Or, l'implicite est constitutif de démarches d'évaluation, leur souci véhément d'efficacité les fait se détourner de toute construction théorique, - comme s'il suffisait de ne pas s'intéresser aux positionnements théoriques et idéologiques pour que ceux-ci cessent de s'intéresser à vous... Et on comprend alors à quoi aboutit cet évitement du travail théorique : à rendre le débat superflu, la critique argumentée de la pratique – fonction éminente du travail théorique - devient classements des actes et

prescription des modèles. Deux tendances donc, qui ne s'encastrent pas parfaitement l'une dans l'autre, et qui nous montrent les démarches d'évaluation comme des ensembles composites, et non pas des entités monolithiques. Sur le terrain concret des pratiques professionnelles, les prendre simultanément en compte, discriminer ce qu'il en est de chaque tendance autres, devrait aider à **investir** les démarches d'évaluation, sans se limiter à les subir.

Un point mérite d'être souligné : par leur indubitable dimensions de contrôle et de conformité, les démarches d'évaluation cherchent à articuler le mieux possible les pratiques sociales à la politique sociale en place. Elles rappellent qu'il ne s'agit pas d'aider les gens à aller mieux, mais à aller à peu près comme il faut, et que le professionnel n'est pas un sujet socio-désirant mais juste un technicien des relations humaines. Or, on ne saurait critiquer cette dimension sans interroger les positions au nom desquelles on les critique et sans esquisser d'autres propositions...

A propos de l'échec scolaire.

A tous les niveaux de l'appareil scolaire, les situations d'échec sont suffisamment nombreuses pour cesser d'y voir des phénomènes strictement personnels, explicables par les seules déficiences réelles et-ou imaginaires de chaque élève, par des histoires intra-familiales, ou même par des handicaps culturels. Non pas parce que ces facteurs ne joueraient aucun rôle, mais parce qu'ils sont largement insuffisants pour rendre compte du caractère massif du phénomène. En outre, s'ils sont les seuls dont on tient compte, on aboutit à une psychologisation de l'échec scolaire, à une individualisation des problématiques autrement complexes. En fait, c'est la représentation d'après laquelle l'échec scolaire constituerait un accident qu'il convient d'interroger sérieusement. Certes, on n'y verra pas le résultat inexorable d'une manipulation inavouable, représentation paranoïaque qu'aucune réalité ne vient étayer. Mais il y a lieu d'y déceler une structure constitutive de l'appareil scolaire. On peut en effet se demander comment et pourquoi l'école réussit, elle, à ne pas apprendre à lire et à écrire à un enfant de 12 ans ? En quoi les dispositifs de transmission de connaissances et les procédures disciplinaires sabordent, eux, les buts affichés de l'école ? Qu'arrive-t-il aux enseignants, pour

avoir tant de difficultés à entendre que des élèves en difficulté constituent une raison majeure de leur métier ?

Moins on interroge le savoir à transmettre et les modalités de cette transmission, et plus l'école joue un rôle formidablement dissuasif dans l'approche du savoir et dans l'intérêt personnel de savoir. Un point de vue simple, sinon simpliste, loge l'échec scolaire chez les seuls élèves. En revanche, le point de vue proposé ici est qu'une formule comme «échec scolaire» inclut des élèves autant que des maîtres, des fonctionnements familiaux autant que des fonctionnements scolaires. Concluons que, selon le point de vue adopté, la cible n'est pas la même, les modes d'intervention pratiques et les orientations des professionnels non plus... C'est à penser ces différents enjeux, à la fois sur un plan théorique et sur un plan opérationnel, que l'éducation spécialisée se trouve aujourd'hui confrontée. Car rien ne permet d'affirmer que le travail social aurait fini par devenir difficile, complexe, et de surcroît limité : il l'a toujours été, hier comme aujourd'hui et comme demain. Telle est alors la tâche : tenter de repérer les formes contemporaines de cette complexité, afin de dessiner des stratégies aussi efficaces que possible... Condition sine qua non pour tenter de dépasser le stade de la doléance, - cet allié objectif de l'ordre des choses.

*

Présentation de la Fondation Internationale pour l'Enfant et la Famille - Bucarest

La Fondation Internationale pour l'Enfant et la Famille (FICF) a été créée en 1993 comme organisation roumaine non-gouvernementale, non-profit, a-politique et sans appartenance religieuse, à l'initiative de l'association française médecins du Monde et d'un groupe des spécialistes roumaines dans le domaine de la protection de l'enfant.

Notre mission : contribuer à l'éducation, la santé de l'enfant, de la famille et de la communauté par des services performantes de prévention et d'intervention et par la formation des professionnels

Nos valeurs :

- engagement et respect pour les bénéficiaires;

- qualité des services accordés – professionnalisme, flexibilité, confidentialité, disponibilité
- partenariats actives avec la famille, la communauté et d'autres acteurs sociaux.
- accent sur des programmes qui partent des besoins des bénéficiaires
- non-discrimination sur des critères ethniques, politiques ou culturels.

Nos activités :

- Nous agissons pour la désinstitutionalisation des enfants et de la prévention de l'abandon;
- Nous offrons des services d'assistance psychologique, sociale, médicale et juridique pour les enfants victimes de l'abus, de la négligence et de l'exploitation et aussi pour leur famille (à Bucarest et dans le pays).
- Nous réalisons de cursus de formation aux standards européens pour des professionnels du domaine de la protection sociale de l'enfant;
- Nous coordonnons et participons à des évaluations et des suivis de la situation de l'enfant en Roumanie par des études, recherches, monographies et matériaux méthodologiques.
- Nous éditons de publications informatives, éducatives et de sensibilisation des enfants, adolescents, parents et professionnels;
- Nous faisons partie des réseaux internes et internationaux;

Personnel de la FICF:

En 2007 l'équipe de la FICF est composé par :

- A/ Personnel permanent : 10
- B/ Collaborateurs : 10
- C/ Volontaires : 15.

Président de la FICF : dr. Alexandra Zugravescu

Directeur exécutif : dr. psych. Corneliu Irimia

Nos projets

A. Programme "Enfance Roumanie" (France – Roumanie)

Durée: 2003 - 2005

- **500 enfants et adultes bénéficient des services gratuits de conseil social, conseil psychologique et information;**
- **200 spécialistes bénéficient d'une formation professionnelle dans le cadre du programme franco-roumain** de prévention de l'abandon, de la maltraitance infantile et de promotion des pratiques de bienveillance de l'enfant.

Financé par : Le Ministère Français des Affaires Etrangères

B. Services communautaires pour la prévention de l'institutionnalisation et réintégration familiale

550 enfants vivront dans un milieu de type familial par la contribution de ce projet (2002 – 2004). Il s'agit d'un projet financé par USAID – World Learning en partenariat avec l'Autorité Nationale pour la Protection de l'Enfant.

Durée: août 2002 – août 2004

C. Programme : Centre de Conseil et Thérapie pour l'Enfant et la Famille

Durée : le programme fonctionne depuis 2000

Entre 200 et 300 enfants sont les bénéficiaires des services du Centre de Conseil et Thérapie pour l'Enfant et la Famille- Bucarest chaque année (depuis 1999). Les projets sont financés par : Délégation EU (Phare – ACCESS), UNICEF, le Fond Roumain de Développement Social, L'Ambassade des Pays Bas a Bucarest.

D. Centre de Conseil et d'Information pour les Adoptions Nationales (2004-2005)

Financé par CO-OPERATING NETHERLANDS FOUNDATIONS FOR CENTRAL AND EASTERN EUROPE

E. Le projet „Un enfant, Une famille”

60 professionnels sont formés dans le cadre de ce projet (2001 – 2004), réalisé en partenariat avec la fondation Principesa Margareta de Roumanie

Financé par la Fondation King Baudouin et l'Institut de la Banque Mondiale.

F. Programme de la International Labour Organisation – action pour combattre le travail des enfants

- **170 professionnels formés dans le cadre du programme ILO - d'action contre le travail des enfants** (Durée: 2002-2004). La FICF est l'agence d'implémentation pour l'Autorité nationale pour la Protection de l'Enfant et Adoptions.
- Finance par: Le Bureau International du Travail (ILO).

G. Projet : Formation des assistantes maternelles professionnelles

- 180 assistantes maternelles de Bucarest sont formées/soutenues par l'équipe FICF.
Projet financé par UNICEF - Roumanie

H. Projet : Education contre l'abus et la négligence

- 1 000 enfants des écoles seront informés sur la problématique de l'abus envers l'enfant et
- 60 professeurs vont développer des attitudes et des habiletés d'intervention dans les cas d'abus et de négligence envers les enfants
Projet financé par UNICEF- Roumanie

J. Réseau de services communautaires pour la prévention de l'abandon et de la maltraitance des enfants (2006 - 2007)

150 enfants maltraités ou à risque de maltraitance ou d'abandon vont bénéficier des services gratuits dans le Centre de Conseil et Thérapie de la FICF.
Cofinancé par le Ministère des Affaires Etrangères de France

K. Formation du personnel de la protection de l'enfant en Roumanie (2006 - 2009)

Cofinancé par le Ministère des Affaires Etrangères de France

L. Promouvoir les bonnes pratiques dans l'adoption nationale (2005-2006)

Projet financé par UNICEF, réalisé en partenariat avec l'Office Roumanie pour l'Adoption.

M. Promouvoir les bonnes pratiques pour les familles d'accueil en Roumanie (2007-2008)

Projet financé par UNICEF, en partenariat avec l'Autorité Nationale pour la Protection des Droits des Enfants.

CENTRE DE FORMATION ET DE SUPERVISION PROFESSIONNELLE - FICF

Formations offertes 2007

1. CONSEIL DE L'ENFANT
2. CONSEIL PSYCHOLOGIQUE ADULTES
3. CONSEIL DANS L'ASSISTANCE SOCIALE
4. CONSEIL DE LA FAMILLE
5. PREVENTION ET INTERVENTION DANS LES CAS D'ABUS CHEZ L'ENFANT
6. DEVELOPPEMENT PERSONNEL
7. PREVENTION DE L'USURE PERSONNELLE
8. MANAGEMENT DE CAS DANS L'ASSISTANCE SOCIALE
9. TECHNIQUES DE COMMUNICATION
10. TECHNIQUES CREATIVES DANS LE TRAVAIL AVEC LES ENFANTS INSTITUTIONALISES

Consultance

13. INTRODUCTION DANS LE MANAGEMENT DES PROJETS
14. L'EVALUATION DE LA FAMILLE ADOPTIVE
15. L'ECOLE DES PARENTS ADOPTANTS
16. FORMATION DES FORMATEURS POUR LES ASSISTANTS MATERNAUX
17. DISEMINATION DES STANDARDS MINIMES OBLIGATOIRES DE L'AUTORITE NATIONALE POUR LA PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT (ANPDC)

Supervision

18. SUPERVISION INDIVIDUELLE OU EN EQUIPE

CONTACT:

Fondation Internationale pour l'Enfant et la Famille
Fundatia Internațională pentru Copil și Familie

dr. psych. Corneliu Irimia, directeur exécutive

Str. Occidentului 44, sector 1, București, cod 010982.

E-mail: odee@kappa.ro; corneliu.irimia@gmail.com

Tel: 021 310 89 06; 021 318 85 81

Fax: 021 311 23 05

Projet soutenu par le Ministère Français des Affaires Etrangères dans le cadre du Programme PROCOPIL – Composante Fond d'Appui aux Initiatives Innovantes. Les opinions exprimées dans ce journal appartiennent aux auteurs et ne reflètent pas le point de vue du Ministère Français des Affaires Etrangères.



Nous remercions Gilles Cervera -PEP–France, coordinateur de la revue Aporia, pour le soutien à l'apparition de ce Journal.

Traduction de roumain en français : Gabriela Sard

Coordination : Corneliu Irimia

Redactrices : Madalina Barlan
Ramona Sbarcea